

DABONE INOUSSA

Département de Psychologie
Université Félix Houphouët-Boigny,
UFR des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS)

FACTEURS SUBJECTIFS ET RÉCONCILIATION NATIONALE EN CÔTE D'IVOIRE

Revue Africaine d'Anthropologie, Nyansa-Pô, n° 12 - 2012

RESUME

Cette étude se veut une contribution à l'analyse et à la résolution des problèmes posés par la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. Elle s'attache à identifier et à analyser les principaux facteurs subjectifs en jeu dans le processus de la réconciliation nationale initié par le gouvernement au lendemain de la grave crise postélectorale qui a secoué ce pays en 2010-2011. Les résultats obtenus, à partir de données d'entretiens effectués auprès de 48 personnes au total, indiquent une plus grande tendance des ivoiriens à penser que la réconciliation nationale est possible. Les griefs émis, qui pourraient constituer une entrave à ce processus, concernent surtout les dommages subis directement ou indirectement par les individus durant la crise. En s'appuyant sur les résultats, cet article examine les difficultés auxquelles le processus de paix est susceptible de faire face, et en tire les conséquences à l'attention des responsables chargés de le conduire.

Mots-clés : Facteurs subjectifs – Crise postélectorale – Réconciliation nationale – Processus de paix – Conflits inter individuels

SUMMARY

This study is a contribution to the analysis and resolution of the problems posed by the military-political crisis in Ivory Coast. It is concerned to identify and analyze the main subjective factors involved in the process of national reconciliation initiated by the government after the post-election crisis that rocked the country in 2010-2011. On the whole, 48 people took part in the study. The results indicate that the Ivoirians have a higher tendency to think that the national reconciliation is possible. The expressed objections, which could be an obstacle with the process of the reconciliation, are especially related to the direct or indirect undergone exactions and evil with the individuals during the crisis. While being based on the results obtained, this article carries out an analysis of the difficulties the peace process is likely to face, and draws conclusions to the attention of those who are in charge to guide the peace process.

Key words : Subjective factors – Post-election crisis – National reconciliation – Peace process – Inter individual conflicts

INTRODUCTION

Il est remarquable d'entendre, dans les conversations quotidiennes actuelles de nombreux ivoiriens, des griefs formulés par les membres des groupements politiques ex-belligérants les uns à l'égard des autres. Ces griefs viennent ainsi s'ajouter aux habituelles polémiques partisans dans un environnement où l'adversaire politique est quelques fois perçu comme un ennemi, et où les questions politiques suscitent d'énormes passions décrites par DJEHOURY (2007).

La crise postélectorale survenue en Côte d'Ivoire en 2010-2011 a été l'occasion d'une illustration du caractère passionné des débats politiques. Cette crise s'inscrit dans le cadre d'une crise plus vaste ayant duré toute une décennie et résultant, selon HOFNUNG (2005), de multiples dysfonctionnements imbriqués les uns dans les autres. La crise postélectorale de 2010-2011 a particulièrement occasionné d'énormes dégâts dont de nombreuses tueries qui ont débuté le jour même des élections présidentielles et qui se sont poursuivies jusqu'au 5 mai 2011, date de la fin des combats face à la dernière poche de résistance dans la commune de Yopougon à Abidjan. KOUASSI (2012) rapporte que le nombre de victimes enregistrées par la commission nationale d'enquête mise en place s'élève à 13344 personnes. Parmi ces victimes, l'on recense entre autres 8441 cas de violation de l'intégrité physique, 3248 cas de violation des droits à la vie, 1354 cas de tortures, 265 cas de disparitions forcées, 9392 cas de violation des droits à la circulation, plus de 8000 cas de déplacements forcés de populations et 2264 cas d'exécutions sommaires.

Les rapports entre les individus au sein de la société ivoirienne semblent donc, dans ce contexte, ne plus être ceux de l'époque où l'on parlait de «pays de paix». Ces rapports apparaissent comme étant marqués par des conflits conscients et inconscients qui constituent une véritable menace pour la paix sociale et, en fin de compte, pour le développement et le bien-être de la société. Il conviendrait dès lors de s'atteler à résoudre efficacement les conflits intra et inter individuels nés de la crise survenue en 2010-2011. Ces conflits sont de nature à perturber le processus de la réconciliation nationale étant donné les interconnexions, largement illustrées par CORNATON (2001), Viaud (2003), THORNE (2004) et Valette (2002), entre les pratiques sociales et les personnalités singulières. Pour parvenir à neutraliser les effets

de ces conflits et donner une chance au processus de la réconciliation nationale, il apparaît impératif d'en déceler les ressorts.

Les causes de la crise ivoirienne sont souvent évoquées par de nombreux auteurs tels que CHEVASSU (2001) et HOFNUNG (2005). Celles-ci sont variées, quelques fois liées au passé (KIPRE, 2005 ; FADIGA, 1988), et couvrent aussi bien les domaines économique et social que politique. Au plan économique, la paupérisation grandissante de la population et le manque d'emploi pour les jeunes ont sans doute à voir avec les tensions sociales. Paradoxalement, l'individu est critiqué dans le même temps pour son inaction et, au plan politique, pour son manque d'esprit citoyen. Le rôle grandissant de la presse – le quatrième pouvoir – dans le processus démocratique soulève la question de sa surveillance afin de prévenir les excès dans le traitement de l'information. La règle d'une démocratie reposant sur le principe de la majorité est mal acceptée et remise en cause. L'irruption d'autres acteurs, tels que les organisations internationales et leurs accessoires ou encore les O.N.G. internationales, est mal acceptée et même souvent ouvertement combattue. Au plan social, les changements survenant au sein de nombreuses coutumes entraînent souvent des ambivalences ou des indécisions, voire des inhibitions dans l'action des individus ou des sociétés. Ces différents facteurs associés ont, au plan politique, entraîné respectivement un putsch en 1999, une rébellion armée en 2002, un scrutin controversé en 2000 ayant occasionné un bain de sang décrit par RUEFF (2004) et par VERGES (2006), et enfin des renvois sans cesse à des dates ultérieures du scrutin qui devait normalement suivre en 2005. L'impact de tous ces manquements sur la vie économique et sociale du pays, que l'on peut déceler à travers les travaux de GRIMM et coll. (2002), est si profond que ses manifestations se sont traduites dans les bouleversements décrits par KOUASSI (2012).

Certes, les renseignements que nous venons de fournir concernant les causes de la crise ivoirienne ont un intérêt indéniable. Ils montrent la responsabilité, dans cette crise, de facteurs aussi nombreux et divers que les traditions culturelles, les religions, les idéologies dominantes, les textes réglementaires, etc. Néanmoins, ils présentent l'inconvénient de se limiter au niveau explicite des faits. Pourtant, comme l'affirme VIAUD (2003), les événements n'ont d'autre sens que celui que les acteurs leur donnent. Les récits des

individus sur les événements se rapportent implicitement, de façon constante, à des valeurs et à des représentations sociales s'inscrivant elles-mêmes dans des conceptions du monde intériorisées par ces individus. Le sens alors donné par l'individu aux événements «va de soi» et est souvent conçu comme étant incontestable. La question du sens occupe donc une place primordiale dans la vie des êtres humains. Ceux-ci produisent et font constamment appel, par des mécanismes complexes selon KAËS et coll. (2001), à des références culturelles pour justifier leurs conduites.

Les études concernant les facteurs de la crise peuvent en fin de compte être abordées de trois manières : du point de vue des causes de la crise, du point de vue de ses conditionnements et du point de vue de la manière dont elle apparaît aux populations. Ce niveau de l'expérience vécue mérite que l'on s'y attarde quelque peu, pour au moins deux raisons. D'abord parce qu'il a été souvent, comme cela ressort des travaux de CHEVASSU (2001), GOMEZ (2002) et HOFNUNG (2005), négligé au profit des autres points de vues. Ensuite parce qu'il est, d'après de nombreux auteurs tels que EREZ et GATI (2004), SEMPRINI (2003), WRIGHT et TAYLOR (2003), différent de l'information qui se livre immédiatement avec les organes de sens de l'investigateur. La mise en lumière de la manière dont le processus de réconciliation nationale est vécu par les populations paraît donc indispensable pour une compréhension plus complète de la situation actuelle de la société ivoirienne. C'est en effet d'une maîtrise globale des facteurs impliqués dans la crise, incluant les facteurs subjectifs, que dépendra le succès du processus de la réconciliation nationale. La gravité de certains propos et de certains agissements récents, dont les œuvres de VERGES (2006) et de RUEFF (2004) n'en décrivent que quelques suites logiques, incite fortement à penser que la réconciliation nationale ne sera pas aisée. Ces rapports semblent être marqués par des conflits conscients et inconscients qui constituent, au regard des travaux de YBARRA et RAMON (2004), de WALDZUS et coll. (2005), de MCCONNELL et coll. (2005) et de LAVELLE et coll. (2007), une véritable menace pour la paix sociale et, en fin de compte, pour le développement et le bien-être de la société. La manière dont l'individu vit tous ces événements nous paraît primordiale à étudier eu égard au fait que, selon FREUD (1981), l'inconscient constitue le principal champ de

la Psychologie. Tant que ces phénomènes qui échappent à l'individu lui-même, et qui agissent à son insu sur son comportement, ne seront pas contrôlés dans la crise actuelle l'on sera toujours confronté au piège de ne pouvoir apporter que des solutions superficielles à la crise. Subséquemment, une menace permanente planera sur la paix sociale, puisque le risque de basculer à nouveau dans une autre crise sera toujours imminent.

L'étude des fondements subjectifs de nos comportements apporte ainsi un éclairage original, nécessaire à la compréhension du champ politique et du champ social. Cet éclairage est d'autant plus nécessaire que des interactions, entre ces deux derniers champs et les personnalités singulières, ont clairement été mises en évidence par de nombreux travaux tels que ceux de HALL (2004) et ceux de QUEIROZ et ZIOLKOWSKI (2004). L'insistance faite sur la nécessité d'étudier ces facteurs subjectifs, en vue de mieux comprendre les résistances auxquelles l'on pourrait se heurter en voulant mettre en œuvre le processus de la réconciliation nationale prévu par l'autorité politique, s'explique par la grande importance que revêt leur analyse. Cette analyse est importante surtout pour le choix des stratégies à mettre en œuvre afin que le pays ne rebascule plus dans la crise qu'il a connue. Il est donc essentiel de déceler les plus importants ressorts subjectifs des comportements des individus, à l'égard de la réconciliation nationale, à traiter en priorité si l'on veut résoudre efficacement cette crise. Il apparaît pour ce faire nécessaire d'interroger les individus membres de cette population afin de recueillir leur sentiment sur la réconciliation nationale. La question revient dès lors de savoir jusqu'à quel degré les ivoiriens croient et adhèrent au processus de la réconciliation nationale, et quels sont les facteurs potentiels de blocage à ce processus. Notre objectif est ici de mettre en lumière le rôle, malheureusement souvent ignoré, des forces subjectives dans l'examen de la crise ivoirienne. Plus concrètement, cela reviendra à connaître d'une part les tendances des opinions sur la possibilité d'une réconciliation nationale véritable, et d'autre part les raisons qui expliquent les opinions ainsi exprimées. L'analyse des facteurs subjectifs à laquelle cette étude donnera lieu nous permettra de mieux cerner la crise ivoirienne dans sa complexité et, partant, de fournir des éléments permettant d'aborder avec plus d'efficacité le processus de la réconciliation nationale. En vue

d'atteindre cet objectif, nous avons opté pour une étude qualitative. Avant de présenter l'échantillon de l'étude ainsi que les résultats obtenus à partir de cet échantillon, nous indiquerons dans un premier temps l'instrument utilisé pour interroger cet échantillon.

I- INSTRUMENT D'ÉTUDE

L'instrument utilisé dans cette étude est l'entretien. Il s'agit d'un modèle qui s'apparente à l'entretien psychosociologique de type semi-directif. Il est conduit grâce à un guide d'entretien constitué selon le modèle de SELTIZ et coll. (1977) de l'entretien visant à découvrir le «pourquoi» d'un sentiment exprimé. Ce type d'entretien permet de déceler les influences subjectives susceptibles de s'appliquer sur l'opinion des individus concernant, en l'occurrence, la possibilité d'une réconciliation nationale.

On remarque que l'entretien commence par la question «pourquoi ?» (question 1). Cela permet au chercheur de trouver ce qui prévaut dans l'esprit des répondants. La question «pourquoi ?» étant complexe selon SELTIZ et coll. (op.cit.), on pose ensuite une série de questions en vue d'élucider le «pourquoi» de l'opinion ou sentiment exprimé par l'individu sur le phénomène, en l'occurrence sur la possibilité de parvenir à une véritable réconciliation nationale en Côte d'Ivoire.

La série de questions qui suit la question «pourquoi ?» va donc porter sur le côté historique du sentiment exprimé (question 2), les faits qui entraînent un tel sentiment (question 3), les raisons qui militent contre les sentiments alternatifs (question 4), les désirs ou intérêts personnels en cause (question 5), les bases de son sentiment ou opinion sur le sujet (question 6), les circonstances dans lesquelles ce sentiment se présente (question 7).

Le guide d'entretien a été soumis à un processus de validation. Nous lui avons notamment appliqué le procédé des juges. Cela a consisté à présenter les questions du guide d'entretien à 10 personnes dont les caractéristiques sont semblables à celles des membres de l'échantillon : hommes et femmes de différents niveaux scolaires, tous de nationalité ivoirienne. Nous avons tenu compte des réactions de ces «juges» en vue de nous assurer que les questions sont claires et comprises de la même façon par tous les individus auprès desquels les entretiens sont effectués. Ainsi, nous avons reformulé les questions

à propos desquelles des suggestions ont été faites, de manière à respecter les principes de clarté des formulations, de neutralité dans la tournure et d'acceptabilité des questions par les personnes qui y répondent. Tous les entretiens ont été effectués au domicile de ces personnes. Les personnes retenues pour ces entretiens présentent des caractéristiques que nous allons à présent décrire.

II- ÉCHANTILLON

L'échantillon constitué au cours de ce travail est formé de 48 personnes des deux sexes, tous de nationalité ivoirienne. Nous avons particulièrement voulu prendre une disposition supplémentaire en équilibrant les proportions des personnes auprès desquelles les entretiens ont été effectués dans les catégories, comme le suggère le tableau¹. En particulier, les proportions des individus appartenant aux principales formations politiques rivales du moment que sont la LMP (Ligue de la Majorité Présidentielle), le RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix), ainsi que les neutres, ont été équilibrées. Ce procédé vise à nous assurer que les résultats obtenus au cours de ce travail ne seront pas ceux d'une catégorie seulement, mais de l'ensemble des catégories de la population.

Tableau I : caractéristiques des répondants

Effectif / Genre	Non scolarisé			Primaire (écolier)		
	Lmp	Rhdp	Neutre	Lmp	Rhdp	Neutre
Homme	2	2	2	2	2	2
Femme	2	2	2	2	2	2
Effectif	12			12		

Tableau I : caractéristiques des répondants (suite et fin)

Effectif / Genre	Secondaire (élève)			Supérieur (étudiant)			N
	Lmp	Rhdp	Neutre	Lmp	Rhdp	Neutre	
Homme	2	2	2	2	2	2	24
Femme	2	2	2	2	2	2	24
Effectif	12			12			48

Le tableau I montre que les 48 personnes constitutives de l'échantillon sont également réparties entre les catégories hommes et femmes, et que les proportions sont également équilibrées entre les différents niveaux scolaires primaire, secondaire, supérieur, et non-scolarisés. Au près de chacun de ces 48 membres de l'échantillon, nous avons directement collecté les données en procédant à des entretiens en personne à leur domicile. Ceux-ci ont été invités à cet effet à fournir des réponses complètes à chacune de nos questions. Les conversations au cours de ces entretiens ont été enregistrées au magnétophone. Les données ainsi obtenues ont été dépouillées grâce à la méthode d'analyse de contenu. Nous avons alors abouti aux résultats qui suivent.

III- RÉSULTATS

L'objectif de cette étude étant de connaître d'une part les tendances des opinions des ivoiriens sur la possibilité d'une réconciliation nationale véritable et d'autre part les raisons qui expliquent les opinions ainsi exprimées, les résultats seront présentés conformément à cet objectif en deux grands points.

III.1- La réconciliation nationale véritable est-elle possible en Côte d'Ivoire ?

La question de savoir si la réconciliation véritable est possible entre les ivoiriens vise un objectif précis. Il s'agit de connaître les tendances des opinions des ivoiriens concernant le processus de la réconciliation nationale. Ceux-ci auront-ils tendance à penser que la réconciliation nationale est possible ou, au contraire, que celle-ci n'est pas possible ? Les fréquences des réponses à cette question sont résumées dans le tableau II.

Tableau II : Fréquences des réponses à la question 1

Réponse	Fréquence	
	N	%
NON	15	31,25
OUI	33	68,75
TOTAL	48	100

$$X^2 = 12.25 \text{ ** } P < 0,01$$

Il apparaît d'après le tableau II que les ivoiriens pensent de façon générale que la réconciliation nationale est possible. Des personnes auprès desquelles les entretiens ont été effectués, 68,75% pensent en effet que la réconciliation nationale est possible, contre seulement 31,25% qui pensent qu'elle n'est pas possible. L'analyse révèle, comme l'on pouvait s'y attendre au vu de ces données, un écart très significatif au seuil 0,01 entre les fréquences de ces deux types de réponses. L'on peut donc soutenir que les ivoiriens ont tendance à croire à une issue favorable du processus de la réconciliation nationale.

À la suite de leur réponse à la précédente question, les personnes enquêtées sont amenées en toute logique à fournir les raisons de leur opinion ainsi exprimée au sujet de la réconciliation nationale.

III.2- Raisons des opinions exprimées concernant la possibilité d'une réconciliation nationale véritable

Les raisons des opinions exprimées au sujet de la possibilité d'une réconciliation nationale véritable sont de deux ordres conformément aux différents types de réponses fournies à cette question. L'on a ainsi les raisons fournies aux opinions affirmant la possibilité d'une véritable réconciliation nationale et les raisons fournies aux opinions déclarant impossible une réconciliation nationale véritable.

III.2.1- Pourquoi la réconciliation nationale véritable est possible

Tableau III : Raisons des opinions déclarant possible la réconciliation nationale véritable

Oui [Possible], parce que...	%
1- On est tous engagés pour la paix, il y a une vraie volonté	27,91
2- La division des ivoiriens est superficielle	27,91
3- Après la guerre, c'est la paix	16,28
4- Dans la paix, tout est bien	16,28
5- Sans la paix, la vie serait impossible	13,95

Sur le tableau III, on peut constater que deux raisons principales amènent les ivoiriens à croire au succès du processus de la réconciliation nationale. Cette réconciliation nationale est

estimée possible parce qu'il y a d'abord eu autour du processus la grande mobilisation et l'engagement d'acteurs aussi divers que le gouvernement, les rois et chefs traditionnels, la communauté internationale, les syndicats et organisations diverses. La seconde raison avancée ensuite pour déclarer possible la réconciliation nationale est le caractère superficiel de la «division des ivoiriens».

En plus des deux raisons principales citées, viennent d'autres déclarations de portée générale telles que «après la guerre, c'est la paix» ou «dans la paix, tout est bien» ou encore «Sans la paix, la vie serait impossible».

III.2.2- Pourquoi la réconciliation nationale véritable peut être utopique

Tableau IV : Raisons des opinions déclarant impossible la réconciliation nationale véritable

Non, parce que...	%
1- Les gens ont fait du mal	54,55
2- Ce n'est pas tout le monde qui veut aller à la paix	21,21
3- La réconciliation vraie, c'est des mensonges, c'est faux	15,15
4- Des mandats d'arrêt ont été lancés contre certaines personnalités	09,09

À partir de ce tableau 4 on peut remarquer que tout le mal fait, par les individus les uns aux autres, est la raison principale du scepticisme de nombre d'ivoiriens quant à la possibilité d'une réconciliation nationale véritable. En plus de cette raison principale, il y en a d'autres de moins grande importance telles que «ce n'est pas tout le monde qui veut aller à la paix» ou «la réconciliation vraie, c'est des mensonges...».

IV- INTERPRÉTATIONS

Les sentiments manifestés à l'égard du processus de la réconciliation nationale sont donc globalement de deux ordres : il y a d'une part ceux manifestés par les personnes qui pensent que la réconciliation nationale est possible et d'autre part ceux manifestés par les personnes qui pensent que la réconciliation nationale n'est pas possible. Il convient de noter que les ivoiriens, dans leur

ensemble, ont davantage eu tendance à penser que la réconciliation nationale est possible.

IV.1- Possibilités d'une véritable réconciliation nationale

La tendance à croire à la possibilité d'une réconciliation nationale s'explique par des raisons aussi variées que l'engagement de «tous» pour la réconciliation nationale, la culture de paix des ivoiriens, l'idéal que constitue la situation de paix pour le bien être de tous. La raison majeure à cet effet reste la première, où «tous» désigne un large spectre d'acteurs politiques et non-politiques montrant leur volonté à œuvrer pour le succès du processus de la réconciliation nationale.

La présence d'une «volonté politique» est notamment l'une des raisons qui amènent l'individu à avoir confiance en un aboutissement heureux du processus de la réconciliation nationale : «les dirigeants actuels y tiennent» affirment les personnes interrogées en parlant de la réconciliation nationale. Cette confiance pourrait aussi résulter des convictions largement partagées au sein de la population, selon lesquelles la crise ivoirienne serait avant tout politique et que sa solution serait aussi politique. À cette volonté politique s'ajoutent les initiatives d'autres acteurs comme ceux que l'on a souvent regroupés sous l'expression de «communauté internationale». Cette dernière appellation associe des forces aussi diverses que les organisations internationales – comme l'organisation des nations unies (ONU) et ses organismes accessoires – les organisations sous régionales et continentales, les prises de positions de certains chefs d'états en Afrique et dans le monde, etc. L'affirmation «on a une mobilisation de la communauté internationale et de la société civile» tenue par les répondants montre que la présence de ces acteurs aux côtés de la C.D.V.R. – Commission Dialogue Vérité et Réconciliation – contribue à rassurer les populations dont le moral avait commencé à faiblir après les durs mois de dégâts humains et matériels de toutes sortes qu'elles ont traversés.

Une autre catégorie d'acteurs, ayant aussi manifesté dès les premières heures leur engagement au succès de la réconciliation nationale, est constituée par les rois et chefs traditionnels. Leurs activités de sensibilisation auprès des populations locales ne laissent pas celles-ci indifférentes. Cela indique à quel point le processus

s'ancre à juste titre dans les us et coutumes traditionnelles, dans un contexte où se trouvent déjà soulignées les questions de l'identité et des valeurs, ces questions s'appuyant elles-mêmes sur les besoins fondamentaux de statut et d'identification des individus au groupe. Il en résulte une grande crédibilité des rois et chefs traditionnels auprès des populations qui sont sous leur direction.

Les activités des autorités traditionnelles au profit de la réconciliation nationale sont renforcées par celles de la religion qui, elle aussi, joue un rôle irremplaçable dans ce processus. Partout dans les lieux de culte (églises, mosquées et autres), l'on essaie d'inciter les fidèles à aller à la réconciliation nationale et à opter pour le pardon à l'égard de ceux ou celles qui les ont offensés. Cette intervention de la religion est d'autant plus marquante qu'elle se fonde sur la force de conviction des hommes religieux et sur le pouvoir magique des croyances religieuses si fréquemment vécues comme étant indiscutables. Le rôle de la religion ces dernières années est devenu immense aux yeux des populations ayant vécu de si longs moments de difficultés pendant lesquels elles n'avaient d'autre espoir que l'attente d'une miséricorde du tout-puissant Dieu. La déclaration des répondants : «les religieux sont engagés, ça [la réconciliation] aboutira très assurément si Dieu le veut» offre une indication de cette intensification des croyances religieuses au sein de la population ivoirienne.

Les affirmations des répondants s'inscrivant dans cette première catégorie relative à l'engagement de « tous » dans le processus de la réconciliation nationale sont nombreuses. On découvre parmi elles des affirmations indiquant que tous ces acteurs engagés pour la paix et la réconciliation trouvent de préférence leur champ d'action au sein de la C.D.V.R. – Commission Dialogue Vérité et Réconciliation –, amenant cette dernière à bénéficier d'une grande importance et à susciter beaucoup d'espoir aux yeux des répondants : «Si la commission fait son travail, elle peut amener la paix». Cette crédibilité de la C.D.V.R. – Commission Dialogue Vérité et Réconciliation – nous paraît essentielle, étant donné le lien entre les motivations psychologiques et les phénomènes politiques et sociétaux. Heureusement, les tendances de ce point de vue sont aussi encourageantes eu égard au fait que : «Les gens n'accepteraient pas de revivre cette situation». Cette dernière affirmation des répondants, à l'image de la suivante : «on est tous engagés pour la paix», exprime le

souhait de l'individu de voir son pays réconcilié et résolument engagé dans la voie du développement. Il en découle une quasi-certitude de l'individu en un avenir meilleur, véhiculée par cette affirmation : «La probabilité que le processus de paix n'aboutisse pas est vraiment faible». Cette conviction sur fond de souhait repose aussi sur des mécanismes psychiques individuels de l'ordre du refoulement ou de la rationalisation perceptibles à travers cette autre affirmation des répondants : «J'en veux pour preuve la rapidité avec laquelle les gens sont venus reprendre leurs activités». L'on perçoit ici en filigrane la conviction selon laquelle le conflit ivoirien n'a pas la gravité qu'on veut souvent lui attribuer.

Pour nombre de personnes la division des ivoiriens, qui s'est traduite dans un conflit armé, n'est en réalité qu'une division superficielle entretenue par les hommes politiques pour leurs intérêts propres. Les affirmations de cette nature sont résumées dans la catégorie «La division des ivoiriens est superficielle». Cette catégorie regroupe elle aussi des affirmations diverses survenant avec la même fréquence que celles de la première catégorie, puisque cette seconde catégorie regroupe tout comme la première 27,91% de l'ensemble des affirmations (unités d'information) faites par les personnes auprès desquelles les données ont été collectées. Certaines parmi les affirmations des répondants rentrant dans cette catégorie indiquent bien que les populations ivoiriennes ont si longtemps vécu ensemble, dans une grande harmonie, qu'elles sont perçues comme ayant une culture de paix : «On a vécu 40 ans ensemble, on peut revenir à la situation de paix d'avant». Il n'est guère étonnant d'entendre les répondant tenir de telles affirmations lorsque l'on sait que l'une des pensées les plus marquantes de la mentalité que le «père de la nation», le président Félix Houphouët-Boigny, a longtemps inculquée sous son règne aux ivoiriens est «la paix, ce n'est pas un mot, mais un comportement» (LOUCOU, 1992, p. 7). Il serait donc ahurissant que cet héritage d'une tradition de paix, laissé par celui dont le nom est affecté à un prestigieux prix international de recherche de la paix dans le monde, tombe en ruine et que le peuple ivoirien ne puisse pas revenir à cet idéal qui lui a été inculqué durant des décennies.

La mentalité de paix qui a longtemps été inculquée à la population ivoirienne s'inscrit elle-même dans un cadre préexistant constitué par les traditions ancestrales. Les sociétés traditionnelles, à la

différence de la société moderne où l'individu agit en libre penseur, offrent en exemple des conduites humaines à suivre dans chaque circonstance chargée de sens. Les systèmes traditionnels de solidarité, d'hospitalité, de gestion de conflits, de respect de l'autorité, de respect de l'âge et de respect d'autrui en sont des exemples. L'on comprend dès lors que les répondants s'attellent à rappeler que la population ivoirienne n'est pas fondamentalement disposée à la guerre : « Certains pays ont vécu la guerre depuis des années et des années, mais pas nous. » On aperçoit, à ce niveau également, en arrière plan la marque du narcissisme naturel des humains et du sentiment d'appartenance au même groupe qui apparaît plus clairement dans cette autre affirmation des répondants : « La Côte d'Ivoire est un pays de pays, ce n'est pas pour rien qu'on le dit ». Cette manière de percevoir les événements a de toute évidence pour effet de consolider le sentiment national et de profiter au processus de la réconciliation.

Le processus de la réconciliation nationale est d'ailleurs vécu par les répondants comme étant un passage incontournable : « Il le faut ». Quoiqu'étant une phase terrible à quitter au plus vite pour une phase de paix bien plus vivable, la période de conflit est néanmoins vécue comme une situation donnant l'occasion aux parties de s'exprimer, dans une sorte de catharsis générale permettant aux individus et aux groupes d'évacuer leurs tensions. L'on aboutirait subséquentement, comme le montre l'affirmation des répondants « après la guerre, c'est la paix », à une vie sociale plus saine, débarrassée des facteurs psychogènes ayant précipité la nation dans le désordre, la confusion et l'angoisse. Cependant, le développement n'est possible qu'à la condition de sortir de la guerre.

Suite au désordre et à l'agressivité occasionnés par la crise postélectorale, l'on déplore un lourd bilan faisant état de nombreux cas de disparitions, de viols, de tortures, de pillages, d'arrestations massives de femmes et d'enfants pour leur appartenance politique et ethnique, de nombreuses exécutions sommaires et de nombreux cas où des communautés ont été opposées les unes aux autres. Il n'est donc pas étonnant que des mécanismes de défense poussent l'individu ayant vécu ce genre d'épreuves à prophétiser sur l'avenir proche, comme l'ont fait les répondants en ces termes : « Les gens s'entendront pour ne plus que ça se reproduise, parce que les gens

n'aiment pas palabre». La situation de paix apparaît, d'une manière générale, à l'ivoirien comme un idéal à atteindre qui s'illustre dans l'affirmation des répondants : «J'aime la paix». C'est finalement cet idéal du moi qui présidera à l'apparition d'une part et au maintien d'autre part des comportements de soutien au processus de la réconciliation nationale. De surcroît, la situation recherchée peut être idéalisée lorsqu'elle ne peut être obtenue par l'individu.

L'absence actuelle des privilèges liés à la situation de paix conduit les personnes auprès desquelles les données ont été collectées à son idéalisation : «Dans la paix, tout le monde est content». Cette idéalisation de la situation de paix, que l'on perçoit parfaitement dans l'affirmation «La paix, parce que tout le monde va avoir du travail», a un rapport avec le manque de ressources de satisfaction des besoins fondamentaux de l'individu en période de conflits. Cette autre affirmation des répondants : «Quand on est dans la paix, tout est bien» répond au besoin fondamental de clarté et de clarification, en même temps qu'elle exprime le souhait d'un retour à une situation où l'ordre et la paix viendront mettre fin aux tourments de la guerre. Les désordres occasionnés par la guerre ont la réputation de porter les difficultés des populations à leur maximum.

La situation de guerre est vécue comme étant proprement insupportable par les répondants : «Sans la paix la vie serait impossible». Elle suscite en eux, outre les dégâts matériels et corporels, un sentiment d'isolement du fait des nombreux licenciements, des dislocations familiales et des difficultés relationnelles qu'elle engendre. L'individu éprouve alors la nécessité, exprimée dans l'affirmation «personne ne veut revivre ces moments», certes de sortir au plus vite d'une situation de vie en déphasage avec ses attentes, mais surtout de ne plus avoir à la revivre. L'on perçoit à ce niveau l'angoisse suscitée par une situation occasionnant la peur perpétuelle, le désordre dans les conduites relationnelles, le besoin psychologique de réponse à la menace, le dévouement de pulsions agressives ainsi que le cynisme qui en découle.

Les éléments favorables au processus de la réconciliation nationale qui viennent d'être mis en lumière n'empêchent cependant pas la présence d'une autre catégorie d'éléments qui pourraient, si l'on n'y prend garde, constituer de leur côté des obstacles à ce processus.

IV.2- Obstacles à la réconciliation nationale

Les éléments de cette dernière nature peuvent être globalement repartis en quatre grandes catégories : les dommages causés aux individus durant la crise, le sentiment que la réconciliation nationale est illusoire, l'intérêt de certains individus à demeurer dans la guerre, et la perception négative des mesures judiciaires qui accompagnent le processus.

L'une des raisons principales évoquées par les personnes interrogées pour expliquer leur scepticisme à l'égard de la réconciliation nationale est «les gens ont fait du mal». Cette catégorie d'affirmations enregistre la fréquence la plus élevée, soit 54,55% de l'ensemble des unités d'informations, donnant ainsi une indication de l'ampleur des dégâts occasionnés durant la crise aussi bien par les affrontements entre les belligérants que par l'indiscipline isolée de certains soldats. Des dégâts ont été aussi causés par certains civils, que ceux-ci soient de la catégorie des «libres penseurs» zélés ayant trouvé dans cette situation l'occasion rêvée d'exprimer leur aversion à l'égard du fonctionnement habituel de l'appareil d'État, ou qu'ils soient de la catégorie plus dangereuse regroupant les sectaires, les fanatiques et les délinquants n'hésitant pas à affronter les forces de sécurité et de maintien de l'ordre. Toutes ces catégories d'acteurs ont considérablement contribué à causer les dégâts constatés pendant la crise.

Les dégâts causés n'ont pas seulement porté sur les biens, ils ont aussi porté sur les personnes physiques comme l'atteste cette affirmation des répondants : «les gens ont été maltraités». Les abus commis se sont, à en croire les affirmations des répondants, étendus jusque dans les domiciles : «Les gens sont rentrés dans les cours et ont saccagé et tué». Les pires de ces événements sont les meurtres de civils et les crimes de guerre regroupant des dommages aussi divers que les violations de l'intégrité physique, les violations des droits à la vie, les tortures, les disparitions forcées, les violations des droits à la circulation, les exécutions sommaires, les déplacements forcés de populations aussi bien en interne – principalement depuis l'Ouest et Abobo – qu'en externe vers les pays limitrophes surtout, mais aussi vers le Togo, le Nigéria et le Niger.

Les griefs manifestés par les individus diffèrent selon les événements qu'ils ont vécus – dégâts matériels et humains –, mais

aussi selon la manière dont ils ont vécu ces évènements. L'individu en période normale est menacé par sa propre folie, c'est-à-dire par ses pulsions internes qui mettent constamment en péril son équilibre psychique. La crise réveille toutes les formes d'angoisses liées aux menaces du monde intérieur, mais aussi à celles du monde extérieur auxquelles l'individu doit réagir en période normale en instaurant une loi et une puissante force de sécurité. En période de guerre, cette force de sécurité n'arrive plus à jouer son rôle, et comme l'exprime l'affirmation suivante des répondants, le désordre s'installe, la loi est ignorée, les plus forts règnent et piétinent les droits des autres : « Devant moi-même, ils ont pris deux gars..., ils ont été bastonnés. Je ne sais pas s'ils vivront encore. Alors qu'ils n'ont pas volé ». L'individu, dans ce contexte, sent sa vie et celle de son entourage menacées en permanence comme l'atteste cette autre affirmation : « Mon frère a été tué dans une mosquée ». On voit là à l'œuvre un mélange complexe d'intensification des croyances religieuses, de l'angoisse de la mort et de la question du sens. On voit ainsi poindre une angoisse existentielle de l'individu devant tout ce qu'il ne comprend pas : la mort, la vie, l'espace, le temps, la fatalité, les esprits, la réaction des divinités, etc. Cette angoisse va s'amplifier au cours de la crise née de la guerre et conduire l'individu au pessimisme que véhicule cette affirmation des répondants quant à une issue favorable à ce conflit : « je crois que la paix n'est pas possible, sinon il n'y aurait pas eu autant de morts ». La crise postélectorale aboutit alors à une crise sociale.

La crise sociale née du conflit postélectoral a été d'une telle ampleur que les individus ont parfois du mal à croire en la possibilité d'une véritable réconciliation nationale : « on nous blague », affirment les répondants. Cela exprime véritablement le malaise dans lequel se trouve la société, de même que l'inquiétude de l'individu quant à l'horizon. Celui-ci ne s'imagine pas qu'on puisse changer si facilement des habitudes aussi enracinées, dans un système où la corruption et l'impunité ont régné pendant si longtemps. L'affirmation des répondants « la réconciliation vraie, c'est des mensonges, c'est faux » corrobore cette dernière pensée et montre dans le même temps à quel point l'individu moderne reste critique à l'égard du « système ». Cet esprit critique de l'individu dérive de l'autonomie grandissante et de la culture de la libre pensée qui lui sont inculquées par la société moderne.

Vraisemblablement en relation avec la capacité d'innovation souhaitée chez l'individu moderne, l'autonomie et la libre pensée sont des qualités que l'on cherche de plus en plus à développer de nos jours, à l'inverse des sociétés traditionnelles où la conformité à des règles précises était une exigence. Cette culture de l'autonomie et de la libre pensée a cependant le désavantage d'aboutir, lorsqu'elle est poussée à l'extrême, à de troublantes attitudes de défiance vis-à-vis de la société et de ses dirigeants. Ces attitudes découlant de la libre pensée ne sont pas toujours de nature à favoriser la réconciliation nationale selon l'affirmation suivante : «La réconciliation serait possible si tout le monde voulait aller à la paix». Ainsi, l'individu pourra procéder en émettant des critiques à l'égard de l'ordre social en cours et en proposant un plan nouveau en vue de le remplacer. Il pourra aussi chercher à imposer plus directement un plus grand respect du pouvoir qu'il détient théoriquement – d'après le système démocratique moderne – à travers des débats télévisés, des pétitions, des manifestations de rue, etc.

La société moderne, bien qu'orientée vers la liberté des opinions et des actes, reste néanmoins encore modelée par des valeurs culturelles traditionnelles. Celles-ci s'expriment à travers les quotidiennes prescriptions comportementales des parents et, à un niveau plus profond de l'esprit humain, à travers des récits mythiques chargés de sens. Ces récits mythiques sont liés aux besoins fondamentaux des individus ainsi qu'à des représentations de la vie, de la mort, de l'espace, du temps, dans lesquelles le chef symbolise l'idéal du groupe. Un groupe d'individus porteront leur choix sur un chef parce que celui-ci symbolise leur idéal commun. L'esprit de communauté naît lorsque les membres s'identifient les uns aux autres en même temps qu'ils s'identifient au chef. Dans ces conditions, la solution aux clivages au sein de la population ivoirienne semble devoir être trouvée au plus haut niveau. Elle devrait consister en une réconciliation entre les différents leaders auxquels les différentes communautés s'identifient.

Au plan des expériences concrètes quotidiennes, il est certain que tout pouvoir moderne qui crée des inégalités et affiche son impuissance à satisfaire les besoins fondamentaux des populations tendra à susciter la colère, la frustration et l'agressivité des ces populations. L'on se retrouve alors dans l'engrenage vicieux où ces

états d'insatisfactions entraînent des sentiments d'angoisse puis des difficultés personnelles qui à leur tour viendront aggraver la crise. C'est dans ce contexte que des groupes de pressions s'activeront dans l'objectif de défendre des idéaux ou des intérêts plus ou moins explicites. Ces groupes donnent habituellement l'impression d'être des communautés homogènes, alors qu'en réalité leur apparente unité de vues n'est que circonstancielle et souvent de courte durée. Par ailleurs, l'émergence des communautés d'intérêts politiques va souvent de pair avec une tendance à mépriser les non-membres. Ce phénomène sera très déterminant, car la décision de l'individu de soutenir ou de ne pas soutenir le processus de la réconciliation nationale ne peut prendre forme qu'avec les valeurs de son groupe d'appartenance.

Les affirmations des répondants montrent que les acteurs sont animés de motivations très différentes concernant le processus de la réconciliation : «Les conditions que posent les politiciens sont très divergentes et compliquées». Dans une période de reddition des comptes, certaines des conditions posées pour la réconciliation définitive sont jugées comme étant «une menace réelle» pour les autres ensembles politiques. Il est certain qu'à l'ère de la promotion des libertés individuelles, les rapports entre administrateurs et administrés sont plus complexes qu'auparavant, surtout lorsque des acteurs nouveaux dont des mouvements internationaux – Greenpeace, Amnesty international, Francophonie, O.N.G., etc. – offrent, dans cette figure du champ politique moderne, un appui aux groupes locaux de résistance luttant pour plus de justice, de solidarité sociale, de prudence envers l'environnement, etc. D'où le risque que ces derniers courent d'être soupçonnés de participer à un «complot international».

Dans une période où sont recherchées les valeurs de pardon et de réconciliation, la question de la justice ne peut être pour autant éludée. Le pardon suppose que les auteurs soient connus et que les faits soient élucidés par une justice crédible. Seulement, la question de la justice paraît à ce niveau réactiver des sentiments de crainte. Particulièrement, l'individu craint qu'une justice qu'il perçoit comme étant manipulée ne puisse jamais être en sa faveur. Dans le cas présent, ces craintes apparaissent comme étant combinées avec un besoin d'inclusion dans le groupe, exprimé dans cette

affirmation des répondants : « Il y a un mandat d'arrêt contre certaines personnalités ». Ce besoin d'inclusion se manifeste ainsi sous forme de soucis de communauté et de synergie, mais aussi d'estime et de considération. Il s'agit d'un des plus primitifs des besoins interpersonnels, apparaissant dans l'enfance sous forme d'appétit de communication et de contact, d'effort pour attirer l'attention et les soins. Sa carence – cas de séparation ou d'abandon – provoque des troubles dans le développement de l'individu jeune. Le fait que sa présence soit ici associée à divers sentiments de crainte soulève une fois de plus la question de la méfiance du citoyen ordinaire à l'égard d'un système longtemps miné par la corruption et le favoritisme. Le vieux problème d'une justice des blancs, dont le citoyen ignore tout, se corse alors avec la perception d'un processus pouvant donner lieu à des règlements de comptes et soupçonné d'être l'occasion d'une vaste punition organisée.

CONCLUSION

Le comportement de l'individu face au processus de la réconciliation nationale est un phénomène complexe résultant de multiples facteurs associés qui ne sont pas toujours aisés à élucider. Les facteurs exprimant le vécu en particulier sont d'autant plus délicats à déceler qu'ils échappent souvent à la conscience de l'individu. Le choix d'étudier ce sujet se rapportant à ce groupe de facteurs subjectifs est dû au fait qu'ils apparaissent comme étant parmi les plus déterminants dans les réactions de l'individu vis-à-vis du processus de la réconciliation nationale.

Cette étude s'est proposée de comprendre un peu plus le sens que revêt le processus de la réconciliation nationale pour les ivoiriens. Il s'est agi précisément de connaître d'une part les tendances des opinions des ivoiriens sur la possibilité d'une réconciliation nationale véritable et d'autre part les raisons qui expliquent les opinions ainsi exprimées. Au total 48 personnes, de nationalité ivoirienne et interrogées à leur domicile, ont participé à cette étude. Leurs opinions ont été recueillies à l'aide d'un entretien, et les données obtenues ont été dépouillées par la méthode de l'analyse de contenu. Les résultats indiquent une tendance très significative des ivoiriens à penser que la réconciliation nationale est possible. L'engagement de « tous » pour la paix ainsi que le caractère superficiel de la division des

ivoiriens sont les raisons principales de cet optimisme des ivoiriens à l'égard du processus de la réconciliation nationale. Les réserves formulées, qui pourraient constituer un blocage à ce processus, sont principalement relatives au «mal» que les gens ont fait.

Le fait que ce travail ait été circonscrit à l'étude de la seule dimension affective, loin de constituer une limite pour cette étude, doit bien au contraire nous conduire à lui accorder le mérite d'avoir abordé un aspect souvent négligé de la question de la réconciliation nationale. L'étude ne prétend pas avoir épuisé la question, mais elle se veut un début de réflexion. C'est grâce à de multiples recherches que la science psychologique notamment pourra contribuer à élucider la signification véritable que les ivoiriens attachent à la réconciliation nationale, et au-delà, le sens des changements survenant dans notre société entre ce qui périclète, ce qui surgit et ce qui survit.

Les enseignements pratiques que l'on peut tirer de cette étude sont nombreux. D'abord, le fait que les ivoiriens croient à la réconciliation nationale constitue déjà une force importante qui les incite à s'engager dans la réussite de ce processus. Toutefois, les réserves émises par les répondants nous conduisent à penser que la réconciliation nationale ne sera pas une tâche aisée. Elle paraît au contraire bien plus une œuvre de longue haleine qui ne se construira que progressivement. Cette activité de construction devrait notamment mettre l'accent sur le rétablissement de la vérité au sujet de la récente crise ainsi que le dédommagement des victimes. Les efforts doivent également être multipliés en vue de parvenir au bien-être social, économique et politique de la population, étant donné les interconnexions entre ces différentes dimensions. Ainsi, les ressources publiques doivent être gérées d'une manière aussi équitable et transparente que celle de la justice afin d'éviter les frustrations et les conflits pouvant découler de leur mauvaise gestion. Les citoyens doivent autant que possible être associés à cette gestion de sorte que certains d'entre eux ne se sentent pas marginalisés, mais qu'ils se sentent impliqués dans les questions d'intérêt national. En outre, les initiatives visant les échanges entre les communautés doivent être encouragées, étant donné que c'est dans de tels échanges que réside la fonction intersubjective sans laquelle toute coexistence pacifique entre les peuples serait un leurre.

BIBLIOGRAPHIE

- CHEVASSU J.-M., 2001, Une crise sous la crise ou l'impossible compétitivité : quarante ans d'industrialisation en Côte d'Ivoire, *Afrique Contemporaine* (178) : 10-28.
- CORNATON M., 2001, *Le lien social. Etudes de Psychologie et de Psychopathologie Sociales / 3^{ème} éd.* Revue et augmentée, avec les contributions de Annik Houel, Patrick Scharnitzky, Valérie Bertrand, Vijé Franchi – Paris : L'interdisciplinaire.
- DJEHOURY A., 2007, *La guerre en Côte d'Ivoire*, L'Harmattan, Paris.
- EREZ M., GATI E., 2004, A Dynamic, multilevel model of culture : From the micro Level of the Individual to the Macro-level of a Global culture, *Applied Psychology : an international review*, vol. 53 (4) : 583-598.
- FADIGA K., 1988, *Stratégies africaines d'éducation et de développement autonome*, CEDA Abidjan.
- FREUD S., 1981, *Malaise dans la civilisation / trad. de l'allemand par C. et J. Odier - 8^{ème} éd.*, PUF, Paris.
- GOMEZ V., 2002, Spécial Côte d'Ivoire, *marchés tropicaux et méditerranéens*, vol. 57 (2935) : 259-306.
- GRIMM M., GUENAED C., MESPLE-SOMPS C., 2002, What has happened to the urban population in Côte d'Ivoire since the 1980's ? An analysis of monetary poverty and deprivation over 15 years of household data, *World development*, vol. 6 (30) : 1073-1095.
- HALL R., 2004, Attaching self and others to social categories as an interactional and historical achievement, *Human Development* (47) : 354-360.
- HOFNUNG T., 2005, *La crise en Côte d'Ivoire – Dix clés pour comprendre*, La découverte, Paris.
- KAËS R., 1982, Ruptures, utopies, changements, *Psychologie Sociale du changement / dir. Michel Cornaton – Lyon : Chronique Sociale* : 95-98.
- KAËS R., FAIMBERG H. et coll., 2001, *Transmission de la vie Psychique entre générations*, Dunod, Paris.
- KIPRE P., 2005, *Côte d'Ivoire – la formation d'un peuple*, Sides, Paris.
- KOUASSI E., 3 août 2012, Le rapport de la commission nationale d'enquête. Ces chiffres qui font pleurer, *Fraternité matin* (14311) : 5.
- LAVELLE J., et coll., 2007, Taking a multifoci approach to the study of justice, social exchange, and citizenship behavior : the target similarity model, *Journal of management*, 33 (6) : 841-866.

- LOUCOU J.-N., 17 et 18 octobre 1992, Félix Houphouët-Boigny, un destin, *Fraternité matin* (8410) : 7-15.
- MCCONNELL A.R., RENAUD J.M., DEAN K.K., GREEN S.P., LAMOREAUX M.J., HALL C.E., RYDELL R.J., 2005, Whose self is it anyway ? Self-aspect control moderates the relation between self-complexity and well-being, *Journal of Experimental Social Psychology* (41) : 1-18.
- QUEIROZ J.M., ZIOLKOWSKI M., 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- RUEFF J., 2004, *Côte d'Ivoire – le feu au pré carré*, Autrement, Paris.
- SELTIZ C., WRIGHTSMAN L. S., COOK S. W., 1977, La récolte des données de recherche II : questionnaires et interviews, *Les méthodes de recherche en sciences sociales*, Editions H.R.W.Montréal.
- SEMPRINI A., 2003, *La société de flux. Formes du sens et identité dans les sociétés contemporaines*, L'Harmattan, Paris.
- THORNE A., 2004, Putting the person into social Identity, in *Human Development* (47) : 361-365.
- VALETTE J.C., 2002, Subjectivité et action collective, *Travailler*, vol. 8 : 73-86.
- VERGES J., 2006, *Crimes contre l'Humanité – Massacres en Côte d'Ivoire*, Pharaos, Paris.
- VIAUD J., 2003, Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales, *Connexions* (80) : 13-30.
- WALDZUS S., MUMMENDEY A., WENZEL M., 2005, When «different» means «worse» : In-group prototypicality in changing intergroup contexts, *Journal of Experimental Social Psychology* (41) : 76-83.
- WRIGHT S.C., TAYLOR D.M., 2003, The social Psychology of cultural diversity : social stereotyping, Prejudice and discrimination, *The SAGE Handbook of Social Psychology* / dir.
- Michel A. Hogg, Joel Cooper – London, Thousand Oaks, New Delhi : SAGE Publications : 432-458.
- YBARRA O., RAMON A.C., 2004, Diagnosing the difficulty of conflict resolution between individuals from the same and different social groups, *Journal of Experimental social Psychology* (40) : 815-822.